



UNION DEPARTEMENTALE CGT D'INDRE-ET-LOIRE



FEDERATION NATIONALE DES INDUSTRIES CHIMIQUES CGT

---

## Déclaration de la FNIC CGT et de l'UD CGT 37

La Direction de Tupperware a annoncé jeudi 19 octobre la fermeture de son usine de Joué-lès-Tours pour mars 2018. C'est un choc pour les salariés qui, pour bon nombre d'entre eux, ont fait toute leur carrière dans l'entreprise.

Pour le bassin d'emploi, un nouveau coup dur après les licenciements de Michelin. C'est l'indignation qui s'exprime à travers la population.

Au-delà de l'émotion que cela crée aussi bien à l'intérieur et à l'extérieur de l'entreprise, c'est à nouveau l'incompréhension qui demeure. Ou plutôt, la colère qui survient une nouvelle fois suite à une décision d'une multinationale qui répond essentiellement à une stratégie à courte vue et surtout afin de sauvegarder voire d'accroître ses profits.

La CGT s'oppose fermement à cette fermeture.

Le site de Joué-lès-Tours, possède des atouts, d'un point de vue humain et technologique, il doit être sauvegardé.

Tupperware ne peut se dédouaner de tout et fermer les portes tout en assurant de vouloir trouver un repreneur, ce que la législation lui oblige à faire d'ailleurs ! L'industrie doit être conservée, voire développée.

Les arguments minces qu'avance la direction, ne sont pas entendables, du style « on a gagné en productivité, maintenant on vous licencie », de même que la surcapacité de production qu'elle-même organise.

Plutôt que de sacrifier la production en France, voire en Europe, la CGT demande un plan d'investissement, en premier lieu, en recherche et développement et ainsi maintenir et développer une production haut de gamme.

La CGT demande à connaître dans le même temps, le véritable coût du capital (dividendes, rachats d'action, frais financiers, frais de siège, coût de transfert interne au groupe...) mais aussi les aides publiques versées à l'entreprise (CICE, CIR et autres).

Pour décider de leur avenir, les salariés ne peuvent pas faire confiance à la direction de Tupperware qui les a trompés depuis de nombreuses années.

La Fédération Nationale des Industries Chimiques et l'Union Départementale CGT apportent tout leur soutien aux salariés et se tient à leur disposition pour organiser la solidarité et les mobilisations nécessaires pour l'emploi et les conditions sociales des salariés.

Elles appellent les salariés à se saisir de la journée d'action interprofessionnelle du 16 novembre pour exprimer leurs revendications.